

1 à l'égard des IDE

2 Guiswe Badoma

3 Received: 8 December 2016 Accepted: 31 December 2016 Published: 15 January 2017

4

5 **Abstract**

6 In the light of recent theoretical and empirical work, this article analyzes the role of
7 institutional adaptation on the attractiveness of CEMAC countries for FDI. The aim is to
8 ascertain whether the most commonly tested institutional determinants play an attractive role
9 in the CEMAC zone. More specifically, we try to evaluate first the importance of the role
10 played by capital market on the attraction of FDI and, secondly, measure the relative
11 importance of the role played by politico-sociocultural capital in Countries of the CEMAC.
12 The institutional approach is then the theoretical foundation of our analysis. In order to
13 account for the performance of the theory of institutional adaptation, we examine it in an
14 econometric regression analysis of panel data. An equation of the determinants of the
15 attractiveness of the CEMAC countries with regard to FDI is estimated by the generalized
16 method of moments (GMM) in dynamic panel for the period from 1985 to 2015. At the end of
17 this analysis, we obtained the results which confirm our initial hypothesis that the
18 attractiveness of the CEMAC countries is explained more by market capital than by political-
19 sociocultural capital.

20

21 **Index terms**— attractiveness, foreign direct investments, multinational firms, panel data, CEMAC.

22 **1 Introduction**

23 Ces pays de la CEMAC, comme la plupart des pays en développement recourent à certains modes de financement
24 extérieur tels que l'aide publique au développement (APD) et l'emprunt extérieur dans le but de poursuivre leurs
25 objectifs de développement socioéconomique. Or, force est de constater que les objectifs de l'aide publique au
26 développement et de l'emprunt extérieur dans les mécanismes de financement des programmes de développement
27 des pays bénéficiaires amène à poser de plus en plus de questions ??Campell 2001 ;Gabas, 2002 ;Brunel et al.,
28 2005).

29 Au regard de ce constat, il apparaît que les pays de la CEMAC, dans le cadre de la globalisation, peuvent
30 bénéficier de l'interconnexion croissante des marchés et le morcellement géographique de la chaîne de production en
31 s'intégrant à l'économie mondiale et de promouvoir par ce biais leur croissance (Huffel, 2001). L'un des aspects
32 par lequel se manifeste cette internationalisation est la mobilité internationale des firmes et l'expansion des
33 investissements directs étrangers (IDE) ??Wladimir, 1996). Les firmes multinationales (FMN) sont, aujourd'hui,
34 les vecteurs les plus structurants des processus d'intégration et de transformation de l'économie et de la société
35 mondiales (Rioux, 2012).

36 En effet, si les territoires ont besoin des firmes multinationales, les entreprises à leur tour ont besoin des
37 territoires (Hatem, 2004).

38 Depuis quelques décennies, on remarque une croissance importante des flux d'investissements directs étrangers
39 dans le monde. Ils sont passés de 202 milliards de dollars en 1990 à 331 milliards de dollars US en 1995, et ont
40 atteint 1450 milliards de dollars US en 2013, la part des pays en développement dans le total mondial des flux
41 d'IDE étant de 54%, en 2013 contre une moyenne de 17% sur la période 2002-2012. Cependant, la distribution
42 géographique de ces investissements révèle une répartition inégalitaire. En Afrique, ils sont passés de 2,8 milliards
43 de dollars US en 1990 à 9,6 milliards de dollars US en 2000, et ont atteint 54 milliards de dollars US en 2014
44 (CNUCED, 2015).

4 MALGRÉ

45 Cette tendance haussière peut s'expliquer par les améliorations sensibles observées en matière de gouvernance
46 et la diminution du nombre des conflits armés (Tamokwe, 2010).

47 Globalement, l'augmentation des entrées d'IDE dans les pays en développement (PED) s'est surtout concentrée
48 en Asie. Les pays africains restent, dans l'ensemble, encore à l'écart de ce mouvement puisqu'ils n'ont reçu que
49 4% du total des flux d'IDE vers les PED et 1% du total mondial malgré cette hausse sensible constatée ces
50 dernières années. Ces niveaux restent encore plus bas en ce qui concerne les pays de la CEMAC (9,7 milliards
51 de dollars US) et la dotation en IDE varie fortement d'un pays à un autre (CNUCED, 2015).

52 Notons que, c'est véritablement à partir des années 1998 que les flux d'IDE vers la zone CEMAC ont connu
53 une forte évolution et ils ont été le fait des privatisations, des plans d'investissements dans les infrastructures,
54 les télécommunications, etc. Ils sont passés de 9 milliards de dollars US en 2000 à 9.9 milliards de dollars US
55 en 2014. En effet, pour la BEAC (2006), cette évolution, est due en partie à la privatisation du secteur de
56 télécommunications depuis les années 2002 et qui a permis de drainer une masse importante de fonds. Toutefois
57 l'année 2004 a permis aux pays de la zone CEMAC, à la faveur d'importantes opérations de fusion-acquisition, de
58 retrouver un niveau d'IDE presque équivalent à l'année 2000, avec un montant d'IDE de 6.8 milliards de dollars
59 US, ce qui place la zone au neuvième rang des bénéficiaires d'IDE en Afrique.

60 En effet, après la faiblesse des chiffres des années 1990 et 1991 et la chute des années ??94, 1995, 1996 et 1997
61 De ce qui précède, signalons que, comparativement aux flux d'IDE en direction des PVD, les IDE en direction
62 des pays de la CEMAC sont restés modeste, ce qui nous pousse à nous poser des questions sur le pouvoir attractif
63 de ces pays et la nature des facteurs d'attractivité mis en place.

64 Le débat actuel porte sur la nécessité d'améliorer la qualité des institutions pour attirer les IDE car de plus en
65 plus, le choix de localisation des firmes se rattache à la qualité des institutions en plus des conditions économiques.

66 De ce fait, étudier les éléments déterminant l'attractivité de l'IDE dans la zone CEMAC peut avoir comme
67 fondement théorique une approche institutionnelle.

68 Pour atteindre ainsi les objectifs que nous nous sommes fixés, nous émettons l'hypothèse selon laquelle,
69 l'attractivité de l'IDE dépend de la façon dont les décideurs politiques dirigent les institutions et plus précisément,
70 l'attractivité de l'IDE dans la zone CEMAC est davantage expliquée par le capital politicosocioculturel que par
71 le capital marché. La vérification de cette hypothèse requiert la spécification d'un modèle d'évaluation.

72 2 II.

73 3 Revue de la Litterature

74 4 Malgré

75 l'importance des mouvements internationaux des capitaux, il n'existe encore aucun cadre théorique unifié
76 permettant de comprendre les déterminants de l'attractivité des territoires vis-à-vis des investissements directs
77 étrangers (Chakrabarti, 2001 ; ??evasseur, 2003). La littérature existante sur les déterminants des IDE regroupe
78 aussi bien des aspects propres aux firmes que des aspects propres aux politiques menées par les pays hôtes
79 pour accueillir les IDE. Dans les années soixante dix, DUNNING proposait une approche globale des facteurs
80 explicatifs de l'investissement direct dans laquelle apparaissent des éléments comme la concurrence imparfaite,
81 les avantages comparatifs ou l'internalisation des coûts de transaction. Cependant, ce cadre s'avère aujourd'hui
82 insuffisant pour expliquer la majeure partie des IDE. En effet, et en fonction de leurs stratégies, les firmes décident
83 d'investir à l'étranger, lorsqu'elles peuvent combiner leurs avantages propres à ceux qui leur sont offerts par les
84 pays d'accueil.

85 Toutefois, deux grandes familles de facteurs, sur lesquelles se basent les firmes dans leur choix de localisation ont
86 été citées dans la littérature: les déterminants économiques et les déterminants institutionnels (CNUCED, 1998)
87 Les analyses récentes retiennent généralement comme mesures des institutions : la démocratie, la transparence,
88 la corruption, le cadre judiciaire et réglementaire, la stabilité politique, l'efficacité du gouvernement et l'état
89 de droit ??Kaufmann et al., 2002; ??odrick et al., 2002; ??cemoglu et al., 2003;Asiedu, 2003;Edison, 2003).
90 Toutefois, ces mesures ne sont pas objectives dans la mesure où elles découlent les appréciations subjectives des
91 experts nationaux ou des évaluations de la population collectées par des enquêtes effectuées par organisations
92 internationales et non gouvernementales (Edison, 2003).

93 Concernant la qualité institutionnelle en Afrique, des études comme celle d' Asiedu (2003) à travers 22 pays
94 de l'Afrique subsaharienne révèle que l'efficacité des institutions, la stabilité politique et économique et le faible
95 niveau de corruption encouragent les entrées de capitaux privés.

96 Globerman et Shapiro (2002) analysent l'impact des indicateurs de gouvernance sur les entrées et sorties d'IDE.
97 Ils trouvent que la bonne gouvernance a un impact positif à la fois sur les entrées et les sorties d'IDE, bien que
98 l'effet sur les sorties d'IDE ne soit significatif que pour les pays relativement grands et développés. Bien plus, ils
99 affirment que des bonnes institutions peuvent avoir un impact positif sur les sorties d'IDE parce qu'elles créent
100 des conditions favorables pour que les entreprises multinationales émergent et investissent à l'étranger.

101 Daude et Stein (2007) trouvent que l'IDE entrant est fortement influencé par la qualité des variables
102 institutionnelles. Ils trouvent que l'instabilité politique et la violence, l'efficacité du gouvernement, le fardeau de
103 la réglementation, l'état de droit et la corruption ont un effet significatif sur l'IDE. Cependant, les indicateurs
104 de la représentation et de la responsabilité politique ont un effet non significatif sur l'IDE entrant.

105 L'efficacité sur le plan juridique d'un pays d'accueil rassure les investisseurs étrangers car favorise la protection
106 des droits de propriété et le respect des contrats. En effet, la protection des droits de propriété est capitale
107 pour les firmes qui cherchent à planter de nouveaux investissements à l'étranger. La protection des droits
108 de propriété est une sorte d'assurance pour les firmes multinationales (Globerman et Shapiro, 2003). Ceci dit,
109 les réglementations visant à protéger les droits de propriété, surtout les droits de propriété intellectuelle, sont
110 susceptibles d'accroître l'attractivité du pays d'accueil aux yeux des investissements internationaux (Smith, 2001
111 ;OCDE, 2002). Toutefois, la protection des droits de propriété, les procédures administratives et les règlements
112 relatifs à l'IDE peuvent former une barrière à l'investissement, particulièrement dans les pays en développement
113 (Emery et al., 2000).

114 Des études empiriques soutiennent l'idée selon laquelle les investissements étrangers sont davantage attirés du
115 fait du renforcement de la démocratie. La démocratie comme déterminant de la localisation des IDE dans la
116 littérature économique est abordée dans le sens large du terme. Il est ainsi généralement représenté par deux
117 grandes composantes : les droits politiques et les libertés civiles. Tandis que les droits politiques reflètent la
118 capacité des citoyens à participer librement au processus politique (droit de voter, de postuler à des postes
119 publics et d'élire des représentants), les libertés civiles quant à elles donnent la possibilité de développer des
120 opinions, des associations et une autonomie personnelle sans interférences de l'Etat.

121 La corruption, est souvent perçue comme une dimension cruciale des institutions politiques et la cause majeure
122 de la stagnation économique et de l'échec des programmes de réformes (OCDE, 2003) ??Asiedu, 2002).

123 De même, les firmes sont naturellement sensibles aux caractéristiques exogènes des territoires. Chaque pays,
124 dispose des dotations naturelles influençant la productivité et le profit des entreprises. De même, la présence
125 de terre à cultiver, de ressources minières, l'accès à la mer ou tout autre avantage naturel, permet d'expliquer
126 certains choix de localisation en particulier pour les entreprises utilisant ces facteurs de production. Dans leurs
127 travaux, Campos et Kinoshita (2003) démontrent que les dotations en ressources naturelles ont joué un rôle
128 significatif dans l'attraction des IDE entre 1990 et 1998 dans les pays en transition. Morisset (2000) prouve que
129 la capacité des pays africains à attirer les capitaux privés est largement liée à l'existence des ressources naturelles.
130 C'est ainsi que les pays tels le Nigeria et l'Angola et dans une moindre mesure la Guinée Equatoriale, malgré
131 leur instabilité politique et économique, ont réussi à attirer d'importants capitaux privés grâce à leurs ressources
132 pétrolières.

133 5 III.

134 6 LE Modele

135 En vue de placer les théories de l'IDE dans un modèle opérationnel testable, nous nous inspirons de Saskia. En
136 effet, Saskia (1998) étudie les déterminants de l'IDE dans un cadre théorique inspiré de l'approche d'adaptation
137 institutionnelle et trouvant son origine dans l'école de l'intégration. D'après Saskia, l'adaptation à l'investissement
138 direct étranger désigne la capacité d'un pays d'attirer, d'absorber et de préserver l'investissement direct étranger.
139 L'adaptation institutionnelle suggère qu'attirer l'investissement direct étranger est un processus dynamique. Pour
140 attirer l'investissement direct étranger, les pays doivent le rechercher activement au lieu de protéger de façon
141 passive les industries et les ressources naturelles locales. La théorie de l'adaptation institutionnelle à l'IDE nous
142 explique pourquoi la répartition des flux d'IDE est si inégale, et souvent sans proportion avec les ressources
143 naturelles des pays. La capacité de reconnaître les opportunités d'IDE et d'en profiter est alors ancrée dans les
144 institutions du pays, ce qui explique le terme adaptation institutionnelle à l'IDE. Les institutions concernées par
145 l'adaptation institutionnelle sont : le gouvernement qui représente le capital politique, les marchés ou capital
146 marché, et le milieu socioculturel ou capital socioculturel (Saskia, 1998).

147 Dans la pratique, l'estimation de l'équation d'attractivité prend souvent en compte un ou plusieurs retards
148 de la variable dépendante comme variables explicatives. Rien n'exclut l'existence d'une éventuelle corrélation
149 entre les autres variables explicatives et l'effet fixe individuel. Les techniques économétriques standards comme
150 les MCO ne permettent pas d'obtenir des estimations efficientes d'un tel modèle. D'où l'importance de la
151 méthode des moments généralisés (GMM) en panel dynamique. La méthode des moments généralisés (GMM)
152 en panel dynamique permet ainsi de contrôler les effets spécifiques individuels et temporels et de pallier les biais
153 d'endogénéité des variables, de biais de simultanéité, de causalité inverse et de variables omises. La méthode
154 GMM repose sur les conditions d'orthogonalité entre les variables retardées et le terme d'erreur, aussi bien
155 en différences premières qu'en niveau. Lorsque le modèle dynamique est exprimé en différences premières, les
156 instruments sont en niveau, et vice versa (Goaied et Sassi, 2012).

157 Généralement, deux tests sont associés à l'estimateur GMM en panel dynamique : le test de suridentification
158 de Hansen et de Sargan qui permet de tester la validité des variables retardées comme instruments et le test
159 d'autocorrélation d'Arellano et Bond où l'hypothèse nulle est l'absence d'autocorrélation de second ordre des
160 erreurs de l'équation en différence (Goaied et Sassi, 2012).

161 Nous nous intéressons dans le cas de notre analyse, à l'estimateur GMM en système et pour lequel le test
162 suridentification de Sargan est associé. L'équation à estimer sera ainsi de la forme suivante: ?? ??,?? ? ??
163 ??,??1 = (?? ? 1)

164 7 L'analyse Des Resultats et Interpretations

165 En utilisant la méthode des moments généralisés, nous procédons à une estimation du modèle en trois étapes
166 à partir du logiciel Stata 12. La première prend compte les variables de la dimension Marché uniquement, la
167 deuxième prend en compte les variables de la dimension politico-socioculturelle uniquement et la troisième prend
168 en compte les variables des deux dimensions.

169 8 a) Les résultats des estimations du modèle

170 Le tableau qui suit donne les résultats des différentes spécifications que nous avons faites par la méthode des
171 moments généralisés en niveau.

172 Tableau: Régressions du modèle en niveau Quant à la régression (3) avec prise en compte des variables de
173 la dimension Politico-socioculturelle et de la dimension Marché, les résultats de l'estimation montrent que les
174 coefficients associés à la variable ouverture commerciale (comm), à la variable taille du pays (pibhab), à la variable
175 taux d'inflation (tinf), à la variable liberté politique (lipol) et à la variable liberté civile (liciv) sont tous de signe
176 attendu. Toutefois, seules les variables comm et pibhab sont statistiquement significatifs à 1% alors les variables
177 tinf, lipol et liciv sont statistiquement non significatifs. Quant aux variables agglomération (idepib L1.), crédit
178 à l'économie (creco), taux d'urbanisation (turb) et infrastructure (infr), celles n'ont pas de coefficient de signe
179 attendu. Les variables agglomération et infrastructure sont statistiquement significatives à 5%, la variable crédit
180 à l'économie l'est à 1%, alors que la variable taux d'urbanisation n'est statistiquement significatif ni 10% ni à
181 5% ni à 1%. De manière globale, le modèle est significatif avec une statistique de Wald chi2 (10) = 423.12 et une
182 probabilité Prob>chi2= 0.0000. Le test de Sargan dans la troisième estimation valide le choix des instruments
183 avec une chi2(160)=262,4119 de probabilité nulle.Iddepib (1)(2) (3)

184 9 b) L'interprétation des résultats

185 L'estimation du modèle de référence par la méthode des moments généralisés en niveau s'est faite en trois étapes
186 selon qu'on a considéré la régression avec prise en compte uniquement des variables de la dimension Marché (1), la
187 régression avec prise en compte des variables de la dimension Politico socioculturelle (2) et la régression prenant
188 en compte les deux dimensions simultanément (3) Par contre, dans les régressions (2) et (3), seules les variables
189 liberté civile (liciv) de (2) et infrastructure (infr) de (3) sont statistiquement significatives bien que toutes deux
190 ont des coefficients de signe contraire à la prédiction.

191 .

192 10 V.

193 11 Conclusion

194 Etant donné que l'objet de ce travail est de contribuer à l'explication de l'attractivité des IDE dans les pays
195 de la CEMAC, nous avons procédé à l'estimation du modèle en utilisant la méthode des moments généralisés
196 en niveau. L'estimation se fait en trois étapes pour déceler les variables les plus significatives. La première a
197 consisté à considérer le modèle avec prise en compte uniquement des variables du capital Marché, la deuxième
198 a considéré le modèle en prise en compte des variables du capital Politico socioculturel et la troisième a pris
199 en compte les variables du capital Marché et celles du capital Politico socioculturel. Les résultats montrent à
200 chaque fois que les variables les plus significatives sont celles liées à l'ouverture commerciale (comm), à la taille
201 du marché (pibhab) et à la compétitivité internationale (change). Bien plus, les coefficients de ces variables ont
202 les signes positifs corroborant ainsi la prédiction. Ceci nous amène ainsi à dire que le capital Marché explique
203 davantage l'attractivité des pays de la CEMAC à l'égard des IDE que le capital Politico socioculturel. ¹

¹() 2017 © 2017 Global Journals Inc. (US) 1

b) Les déterminants ayant la dimension économique de l'attractivité des pays à l'égard des IDE Pour choisir le pays d'implantation, l'investisseur étranger prend en compte le niveau de stabilité des variables macroéconomiques tels que : le taux de la croissance, l'investissement national, le taux sur l'attrait d'un pays en tant que destination d'investisseurs étrangers. Dans la littérature, les infrastructures ont un impact positif sur la localisation des activités des multinationales, dans la mesure où elles facilitent la réalisation des opérations de production et de distribution. Selon Bouklia-Hassane et Zatla (2001), des infrastructures insuffisantes ou des services d'infrastructures inadéquats pourraient constituer une barrière à l'entrée des IDE. En revanche, de bonnes infrastructures, particulièrement dans les domaines des transports et des télécommunications, d'inflationLe niveau d'infrastructures a une forte incidence sont présentées comme des déterminants potentiels des afflux d'IDE (Aubin, Berdot, Goyeau et Léonard (2006). En effet une infrastructure de bonne qualité est une condition nécessaire pour attirer les IDE en premier lieu et pour la réussite des IDE en second lieu

Figure 1:

11 CONCLUSION

macroéconomique. Les investisseurs étrangers préfèrent ainsi investir dans une économie stable.

Il

est attendu que l'inflation ait une corrélation négative avec le volume des investissements.

? Le taux de change réel (CHANGE). C'est le taux de

?????? ?????? change réel de la monnaie locale en dollars américains (US). Il est une mesure de la compétitivité. ????????????? = δ ???"δ ???"(????????????, ??????????, ?????????, ?????????, ?????????, ?????????, ?????????) étrangère AGLOM: IDE /PIB retardé d'une période (Agglomération) CRECO: Épargne nationale brute (Crédit à l'économie) COMM: Commerce extérieur (Ouverture commerciale) contre le risque de change par la localisation à l'étranger. Ainsi, à court terme une dépréciation réelle de la monnaie affecte négativement les IDE et l'effet à long terme peut se révéler positif. PIB-HAB: Produit Intérieur brut par habitant TINF: Taux d'inflation CHANGE: Taux de change réel Et l'équation de la fonction des variables de la dimension Politico-Socioculturelle étant: ????????????????? = δ ???"δ ???"(????????????, ??????????, ?????????, ?????????) LIPOL : Indice global de droits politiques Sources des Variables Les données sont choisies et extraites du site de la banque Mondiale <http://siteresources.worldbank.org/> DATASTATISTICS, de Freedom House sur le site <http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=15> et de la CNUCED sur le site

LICIV : Indice global de libertés civiles <http://www.unctad.org/>//fdistatistics.

TURB : Taux d'urbanisation La période d'étude va de 1985 à 2015.

INFR : Nombre de lignes de téléphones/100. L'échantillon est ainsi composé des six pays de la zone

CEMAC Présentation et description des différentes variables et (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Les variables de la dimension Politico-socioculturelle les variables de la dimension Marché. les variables de la dimension Politico-socioculturelle et Nous considérons deux types de variables explicatives : Les variables explicatives par la CNUCED. (IDE/PIB). C'est un des indicateurs d'attractivité retenus exprimés en pourcentage du produit intérieur brut dépendante est mesurée par les flux net d'IDE entrants Dans la spécification de notre modèle, la variable La variable expliquée signes attendus des coefficients des variables Equatoriale, République Centrafricaine et Tchad).

IV.

concentrent souvent dans les zones urbaines, on s'attend à une corrélation positive entre le degré d'urbanisation et l'attractivité des IDE. Le coefficient de corrélation aura le signe plus. ? Le stock d'infrastructures (INFR). Il s'agit de lignes téléphoniques reliant des équipements des clients au réseau téléphonique des centrales publiques. Il est attendu un signe positif de la relation entre les infrastructures et l'IDE.

Les variables de la dimension Marché
Cette dimension sera mesurée par les variables suivantes:

? L'agglomération (AGLOM) Elle correspond à la attractive d'instruments et d'outils de placement. On et à la mobilisation des épargnes par une offre financier contribue à l'attraction des investissements PIB. C'est l'un des instruments par lequel le secteur par l'épargne nationale brute en pourcentage du ? Le crédit à l'économie (CRECO). Elle est mesurée flux d'IDE et l'agglomération. sens, on s'attend à une corrélation positive entre les un territoire attirent les capitaux étrangers, en ce économiques. Les investissements existants dans

Cons

- - -

8.5586731154

(0.0000382)

(6) (5)

426.91.15

0.00000000

Wald chi2

Prob>chi2

Source: Calcul à partir du logiciel Stata12

NB: *** Significatif au seuil de 1% au plus, ** Significatif au seuil de 5% au plus, et * significatif au seuil de

Soit la régression (1), avec prise en compte des

variables de la dimension Marché uniquement. Les

résultats de l'estimation montrent que le coefficient

associé à l'indicateur de l'agglomération (idepib L1.) et

à l'indicateur taille du pays d'accueil (pibhab) sont

statistiquement significatifs à 5%. L'effet de

l'agglomération sur l'attractivité est négatif tandis que

idepib L1. l'effet Pour la régression (2) avec prise en compte des -0.1060747** (0.013) 0.2576877*** (0.0000)

variables de la dimension Politico socioculturelle

Creco uniquement, les variables liberté politique (lipol), taux -0.1351745*** (0.0000) d'urbanisation (turb),

Comm. statistiquement non significatifs ni à 1%, ni à 5%, ni à 0.1080195*** (0.0000) 10%. Toutefois, la varia

0.0006571** variables lipol et turb sont de signe attendu tandis que Pibhab (0.037) les coefficients des varia

Tinf contraire à la prédition. De même, la statistique de -0.0394134 (0.523) Wald chi2 (5) = 31.15 avec une

Change de Sargan montre que le nombre des instruments est 0.0129955*** (0.004) tout de même valide.

Lipol

-

0.9723418

(0.478)

Liciv

3.805674**

(0.017)

Turb

0.0102188

(0.945)

Infr

-

0.2825736

(0.840)

Figure 3:

11 CONCLUSION

-
- 204 [Banque Mondiale] , <http://siteresources.worldbank.org/> *Banque Mondiale*
- 205 [Kaufmann et al. ()] , D Kaufmann , A Kraay , P Zoido-Lobaton . 1999.
- 206 [Brunel et al. ()] , S Brunel , A Houziaux , P Kipre . 2005.
- 207 [CNUCED ()] , <http://www.unctad.org//fdistatistics.Datededernièreconsultation20avril2017> CNUCED 2017.
- 208 [Aggregating Governance Indicators. World Bank Policy Research Paper ()] , *Aggregating Governance Indicators. World Bank Policy Research Paper* 2195.
- 209 [Emery et al. ()] ‘Administrative Barriers to Foreign Investment. Reducing Red Tape in Africa’. J T Emery , M T Spence , L T Wells , T Buehrer . *FIAS Occasional Paper* 2000. 2000. 14.
- 210 [Hatem ()] ‘Attractivité : de quoi parlons-nous’. F Hatem . *Revue Pouvoirs locaux. N°61, 2ème semestre*, 2004. 2004.
- 211 [Rioux ()] *Centre d’Etude sur l’Intégration et la Mondialisation*, M Rioux . 2012. p. 38. Université du Québec à Montréal (de recherche CEIM)
- 212 [L’atelier] *Collection « Questions de vie »*, L’atelier . 114 p. p.
- 213 [House ()] *Date de dernière consultation*, Freedom House . <http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=15> 2017. p. .
- 214 [Asiedu and Lien ()] ‘Democracy, foreign direct investment and natural resources’. E Asiedu , D Lien . *Journal of International Economics* 2011. 84 p. .
- 215 [Edison ()] H Edison . *Qualité des institutions et résultats économiques : un lien vraiment étroit ? Finances et développement*, juin, 2003.
- 216 [Froot and Stein ()] ‘Exchange Rates and Foreign Direct Investment : A Imperfect Capital Market Approach’. K A Froot , J C Stein . *Quarterly Journal of Economics* 1991. 106 p. .
- 217 [Saskia ()] *Foreign Direct Investment and its determinants in Emerging Economies. Economic Policy Paper, Discussion Paper*, K S W Saskia . N° 9. 1998.
- 218 [Cnuced ()] *Foreign Direct Investment and the Challenge of Development*, Cnuced . 2004. 2003. United Nations Publication. 54. (World Investment Report)
- 219 [Basu and Srinivasan ()] *Foreign Direct Investment in Africa -Some case studies*, A Basu , K Srinivasan . 2002. (IMF working paper, wp/02/61)
- 220 [Morisset ()] *Foreign Direct Investment in Africa: Policies Also Matter*, J Morisset . 2000. p. . (World Bank Policy Research Working Paper, N°2481)
- 221 [Asiedu ()] *Foreign Direct Investment to Africa: The Role of Government Policy, Governance and Political Instability*, mimeo, E Asiedu . 2003.
- 222 [Goldberg and Klein ()] *Foreign Direct Investment, Trade and Real Exchange Rate Linkages in Southeast Asia and Latin America. NBER Working Paper*, L Goldberg , M Klein . 1997. p. 6344.
- 223 [Smith ()] ‘How do patent rights affect U.S exports, affiliates, sales, and licenses’. P M Smith . *Journal of International Economics* 2001. 55 p. .
- 224 [Noorbakhsh et al. ()] ‘Human Capital and FDI Inflows to Developing Countries’. F Noorbakhsh , A Paloni , A Youssef . *New Empirical Evidence. World Development* 2001. 29 p. .
- 225 [Goaied and Sassi ()] *Institut des Hautes Études Commerciales de Carthage (IHEC) et Laboratoire d’Économie et de Finance Appliquées*, M Goaied , S Sassi . 2012. p. 45. Université de Carthage (Économétrie des données de panel sous stata. Module n°1, 1 ère édition. Document de travail)
- 226 [Rodrik ()] *Institutions for high-quality growth: what they are and how to acquire them*, D Rodrik . 1999. Harvard University Press.
- 227 [Rodrik et al. ()] ‘Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development’. D Rodrik , A Subramanian , F Trebbi . *Journal of Economic Growth* 2004. 9 (2) .
- 228 [Wheeler and Mody ()] ‘International investment location decisions: the case of U.S. firms’. D Wheeler , A Mody . *Journal of International Economics* 1992. 33 p. .
- 229 [Aubin et al. ()] ‘Investissements directs américains et européens dans les PECOs : quel rôle des effets de change’. C Aubin , J-P Berdot , D Goyeau , J Léonard . *Revue Economique* 2006. 57 p. .
- 230 [Levasseur ()] *Investissements directs à l’étranger et stratégies des entreprises multinationales*, Revue de l’OFCE, Hors série, S Levasseur . 2002. 50.
- 231 [Huffel ()] *Investissements directs étrangers : Problèmes et enjeux pour les pays du Sud et de l’Est de la Méditerranée*, V C Huffel . 2001. p. . Revue Région et Développement. Université de Toulon et de Var
- 232 [L'aide au tiers-monde, à quoi bon ?] *L'aide au tiers-monde, à quoi bon ?, Paris*.

11 CONCLUSION

- 258 [Ocde ()] ‘L’approche des entreprises dans la lutte contre les pratiques entachées de corruption. Documents de
259 travail sur l’investissement international’. Ocde . *Juin* 2003. 2003. (2) .
- 260 [Tamokwe ()] ‘L’attractivité des pays en développement aux IDE : une lecture à partir des réformes structurelles
261 au Cameroun’. P Tamokwe . *Les Cahiers du Cedimes* 2010. 4 p. .
- 262 [Bouklia-Hassane and Zatla ()] ‘L’IDE dans le bassin méditerranéen: ses déterminants et son effet sur la
263 croissance économique’. R Bouklia-Hassane , N Zatla . *Les Cahiers du CREAD* 2001. 55 p. .
- 264 [Ocde ()] *L’investissement direct étranger au service du développement : Optimiser les avantages, minimiser les*
265 *coûts. Perspectives économiques en Afrique*, Ocde . 2002. 2002. Paris.
- 266 [Bissiriou and Kern ()] ‘L’éducation comme bien public mondial est-elle compatible avec l’accord général sur le
267 commerce des services?’. G Bissiriou , F Kern . *Mondes en développement* 2005. 33 p. .
- 268 [Campbell ()] *Les non-dits de la bonne gouvernance : Pour un débat politique sur la pauvreté et la gouvernance*,
269 B Campbell . 2001. Paris. p. . (La bonne gouvernance, une notion éminemment politique)
- 270 [Easterly ()] ‘National Policies and Economic Growth: a Reappraisal’. W Easterly . *Handbook of Economic*
271 *Growth*, P Aghion, S N Et Durlauf (ed.) 2005. Elsevier. 1.
- 272 [Gabas ()] *Nord-Sud : L'impossible coopération*, J.-J Gabas . 2002. Paris. (Presses de Sciences Po) (115 p)
- 273 [Beac ()] *Rapport annuel*, Beac . 2008. 2008. 350.
- 274 [Cnuced ()] *Réformer la gouvernance de l’investissement international, repères et vue d’ensemble. Rapport sur*
275 *l’investissement dans le monde*, Cnuced . 2015. New York et Genève. 67. (Publication des Nations-Unies)
- 276 [Singh and Jun ()] *Some new evidence on determinants of foreign direct 39*, H Singh , K W Jun . 1995.
277 (investment in Developing countries. World Bank Policy Research Working Paper, N° 1531)
- 278 [Cnuced ()] *Tendances et déterminants. Rapport sur l’investissement dans le Monde*, Cnuced . 1998. New York
279 et Genève. (Publication des Nations-Unies)
- 280 [Chakrabarti ()] ‘The Determinants of Foreign Direct Investment: Sensitivity Analyses of Cross-Country
281 Regressions’. A Chakrabarti . *Kyklos International Review for Social Sciences* 2001. 54 p. .
- 282 [Urata ()] ‘The determinants of the location of foreign direct investment by Japanese small and medium-sized
283 enterprises’. Kawai Urata , H . *Small Business Economics* 2000. 15 p. .
- 284 [Campos and Kinoshita ()] *Why does FDI go Where it goes ? New Evidence from the Transition Economies*.
285 University of Michigan William Davidson Institute Working Papers Series, N F Campos , Y Kinoshita . 2003.
286 p. .
- 287 [Acemoglu et al. ()] ‘«Institutions as the Fundamental Cause of Long-run Growth’. D Acemoglu , S Johnson , J
288 A Et Robinson . *Handbook of Economic Growth*, Durlauf Aghion (ed.) (Amsterdam; North-Holland) 2005. 1
289 p. .